NUTRITION FOR GROWTH PARIS 2025

IAG International Advisory Group

Scaling Up NUTRITION ENGAGE • INSPIRE • INVEST

Recommandations pour l'élaboration d'engagements en matière de nutrition, de santé et de protection sociale

Recommandations pour l'élaboration d'engagements en matière de nutrition, de santé et de protection sociale

NUTRITION FOR GROWTH
PARIS 2025

IAG
International Advisory Group
Scaling Up Nutrition

Contexte

Des systèmes de santé et de protection sociale solides, résilients et capables de réagir aux chocs sont essentiels pour lutter contre la malnutrition sous toutes ses formes et la prévenir, y compris la dénutrition, les carences en micronutriments et le fardeau croissant du surpoids, de l'obésité et des maladies non transmissibles (MNT) liées à l'alimentation. Lorsqu'ils sont conçus et dotés de ressources adéquates, les systèmes de santé et de protection sociale peuvent fournir des services complémentaires pour s'attaquer aux causes directes, sous-jacentes et fondamentales de la malnutrition, en particulier pendant la période cruciale des 1 000 premiers jours, de la conception à l'âge de 2 ans.

Les systèmes de santé offrent des services essentiels, tels que les soins pré et néonatals, la prévention et le traitement des affections liées à la nutrition, et d'autres interventions sanitaires cruciales liées à la nutrition. Les systèmes de protection sociale, par le biais de l'assistance sociale (y compris les transferts en espèces et en nature, ainsi que les programmes d'alimentation scolaire), de l'assurance sociale, des services de protection sociale et des politiques du marché du travail, peuvent améliorer l'accès à une alimentation saine et améliorer l'utilisation des services de santé et de nutrition, tout en réduisant la pauvreté. Cette approche intégrée est essentielle pour faire respecter les droits de l'homme à une alimentation adéquate et au meilleur état de santé possible. Elle garantit que chacun accède à des aliments sains et nutritifs et à des services de santé appropriés, sans être confronté à la discrimination ou à des difficultés financières[1].

Le renforcement des actions essentielles de nutrition de l'OMS[2] dans les systèmes de santé, et de celles mises en avant par la Banque mondiale comme étant des interventions nutritionnelles à fort impact[3] (par exemple, les conseils sur les pratiques d'allaitement maternel et l'alimentation complémentaire, la supplémentation en fer et en fer folique, les transferts monétaires, les bons d'achat et les congés maternité), peut sauver des vies et promouvoir la santé et le bien-être, en particulier dans les pays à revenu faible et intermédiaire. Le cadre d'investissement pour la nutrition 2024 de la Banque mondiale prévoit que le renforcement des interventions nutritionnelles pourrait permettre d'éviter 6,2 millions de décès d'enfants et 980 000 mortinaissances au cours de la prochaine décennie et générer 2 400 milliards de dollars de retombées économiques. Chaque dollar investi dans la lutte contre la dénutrition rapporte 23 dollars américains,

© UNICEF/UN0740396/IFANSASTI

1 Organisation mondiale de la santé, Fonds des Nations Unies pour l'enfance et Groupe de la Banque mondiale, Soins *attentifs* pour le développement de la petite enfance : un cadre pour aider les enfants à survivre et à s'épanouir afin de transformer la santé et le potentiel humain, 2018, <**https://www.who.int/fr/publications/i/item/9789241514064**>.

2 Organisation mondiale de la santé, *Essential nutrition actions: mainstreaming nutrition through the life-course*, Organisation mondiale de la santé, Genève, 2019, <**https://www.who.int/publications/i/item/9789241515856**>.

3 Banque mondiale, *Cadre d'investissement pour la nutrition 2024. Human Development Perspectives Overview booklet*,, Banque mondiale, Washington, DC, 2024. <**http://hdl.handle.net/10986/42164**>.

ce qui dépasse de loin les 41 000 milliards de dollars américains que coûterait l'inaction au cours de la même période[4]. Les données probantes montrent que les programmes et politiques de protection sociale peuvent avoir des conséquences positives significatives sur les résultats en matière de nutrition lorsque les prestations sont perçues par les femmes[5] et lorsqu'elles sont associées à des interventions telles que la fourniture d'aliments nutritifs spécialement formulés[6], la communication sur les changements de comportement concernant l'alimentation, les soins et les pratiques d'hygiène des enfants, ainsi que la promotion de l'utilisation des services de santé locaux[7, 8]. Des repas scolaires nutritifs et diversifiés peuvent améliorer l'adéquation en macro- et micronutriments de l'alimentation d'un enfant, notamment grâce à des aliments enrichis. Par exemple, une étude menée en Ouganda a fait état d'une réduction de l'anémie chez les filles de 20 pour cent[9].

Cependant, en 2021, plus de la moitié de la population mondiale (4,5 milliards de personnes) n'avait pas accès aux services de santé essentiels, ce qui la rendait vulnérable aux maladies et aux catastrophes. Les populations confrontées à la marginalisation ou à la vulnérabilité nutritionnelle, notamment les femmes, les adolescents, les filles et les jeunes enfants, les personnes vivant dans la pauvreté, les personnes déplacées, les personnes âgées et les personnes en situation de handicap, sont celles qui souffrent le plus[10]. Pour maximiser les effets du système de santé sur l'amélioration de la nutrition, les services de santé doivent être renforcés en mettant l'accent sur l'inclusivité et l'amélioration de l'accès, de la couverture, de la qualité, de l'efficacité et de la résilience face aux chocs et aux crises. L'intégration des services de nutrition dans les systèmes de santé se heurte également à des difficultés persistantes. Bien que de nombreux pays disposent d'établissements d'enseignement supérieur qui proposent des formations de nutritionnistes ou de diététiciens, la densité mondiale de professionnels de la nutrition n'est que de 2,3 pour 100 000 habitants[11]. La plupart des pays forment les professionnels de la santé à l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant par la mère, mais le nombre d'heures prévues dans les programmes est généralement insuffisant pour avoir un impact significatif[12]. En outre, la couverture des interventions nutritionnelles dispensées par le système de santé est à la traîne par rapport à celle des services de santé traditionnels[13].

Alors que plus de la moitié de la population mondiale (52,4 %) est aujourd'hui couverte par au moins une prestation de protection sociale et qu'environ 41 % des enfants scolarisés bénéficient de repas à l'école, il reste encore 3,8 milliards de personnes dans le monde qui ne bénéficient d'aucune protection sociale. La couverture est particulièrement faible dans les pays à faible revenu, où les besoins sont les plus importants, notamment dans les contextes fragiles et conflictuels. Il existe des inégalités persistantes dans l'accès à la protection sociale, de nombreuses personnes exclues appartenant à des groupes marginalisés ou vulnérables sur le plan nutritionnel, tels que les femmes et les enfants[14]. Lorsqu'elle est conçue de manière adéquate, la protection sociale peut jouer un rôle essentiel dans la protection contre les chocs covariants, notamment les chocs liés au climat, les conflits ou les mutations économiques. Cependant, la plupart des systèmes de protection sociale ne sont pas adaptables à de tels chocs[15]. De plus, les systèmes de protection sociale ne sont pas systématiquement conçus et exploités comme des plateformes pour améliorer la nutrition et l'accès à une alimentation saine. Par exemple, lors de la pandémie de COVID-19, seuls 8 pour cent environ des mesures de protection sociale annoncées visaient à lutter contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition[16].

Si les systèmes de santé et de protection sociale sont essentiels pour lutter contre la malnutrition, il est crucial de reconnaître que l'éradication de la malnutrition et la réalisation de progrès vers les cibles mondiales en matière de nutrition et les Objectifs de développement durable (ODD) nécessitent une réponse intégrée et holistique, à travers de multiples systèmes. Cela implique de nombreux secteurs, systèmes et parties prenantes au-delà de la santé et de la protection sociale.

4 Ibid.

5 Armand, A., et al., « The Effect of Gender-Targeted Conditional Cash Transfers on Household Expenditures: Evidence from a Randomized Experiment », *The Economic Journal*, 2020, vol. 130, n° 631, p. 1875-1897.

6 Briaux, J., et al., « Evaluation of an inconditional cash transfer program targeting children's first-1,000–days linear growth in rural Togo: A cluster-randomized controlled trial », *PLOS Medicine*, vol. 17, n° 11, 2020, p. e1003388.

7 Armand, A., et al., « The Effect of Gender-Targeted Conditional Cash Transfers on Household Expenditures: Evidence from a Randomized Experiment », *The Economic Journal*, 2020, vol. 130, n° 631, p. 1875-1897.

8 Ahmed, A., J. Hoddinott et S. Roy, « Food Transfers, Cash Transfers, Behavior Change Communication and Child Nutrition: Evidence from Bangladesh », *The World Bank Economic Review*, 2024.

9 Adelman, S., et al., « School Feeding Reduces Anemia Prevalence in Adolescent Girls and Other Vulnerable Household Members in a Cluster Randomized Controlled Trial in Uganda », *J Nutr*, vol. 149, n° 4, 2019, p. 659-666.

10 Organisation mondiale de la santé, Banque internationale pour la reconstruction et le développement/Banque mondiale, *Rapport mondial de suivi de la couverture sanitaire universelle 2023*, 2023, <**https://iris.who.int/bitstream/handle/10665/375091/9789240080416-fre.pdf**>.

11 Organisation mondiale de la santé, *Examen mondial des politiques en matière de nutrition 2016-2017 : progrès réalisés par les pays pour créer des environnements politiques propices à la promotion de la nutrition et de régimes alimentaires sains*, OMS, Genève, 2018, <**https://www.who.int/publications/i/item/9789241514873**>.

12 Ibid.

13 Development Initiatives, *Rapport global sur la nutrition 2020 : Agir en faveur de l'égalité pour mettre fin à la malnutrition*. 2020, Development Initiatives, Bristol, Royaume-Uni, 2020, <**https://globalnutritionreport.org/reports/2020-global-nutrition-report/**>.

14 Programme alimentaire mondial, *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde en 2022*, PAM, 2023, <**https://www.wfp.org/publications/state-school-feeding-worldwide-2022**>.

15 Tebaldi, R., *Building Shock-Responsive National Social Protection Systems in the Middle East and North Africa (MENA) Region*. 2019, Centre de Politique International pour la Croissance Inclusive et Bureau régional de l'UNICEF pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, Brasilia et Amman, 2019.

16 Organisation internationale du travail, *Réponse de la protection sociale à la crise COVID-19 dans le monde*, 2021, <**https://www.social-protection.org/gimi/ShowWiki.action?lang=FR&id=3417**>.

Opportunités pour N4G Paris

Dix ans après l'adoption de la Déclaration de Rome sur la nutrition et alors que la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition (2016-2025) touche à sa fin, le Sommet de 2025 sur la nutrition pour la croissance (N4G) offre une occasion cruciale de réévaluer ce qui reste pertinent et d'identifier les domaines qui nécessitent des engagements renouvelés ou plus forts pour la poursuite des progrès en matière de nutrition.

Lors du Sommet 2021 N4G de Tokyo, 416 nouveaux engagements en matière de nutrition ont été pris par 181 parties prenantes à travers 78 pays. La majorité de ces engagements (67 %) se sont concentrés sur la santé, avec environ 23 pays prenant des engagements spécifiques et fixant des objectifs liés à l'intégration des services de nutrition dans les systèmes de santé. Ces engagements étaient principalement axés sur la mise en œuvre de l'allaitement maternel (par exemple, la mise en œuvre des Dix étapes pour réussir l'allaitement maternel, l'augmentation du nombre d'hôpitaux accueillant les bébés), la supplémentation en fer, la prévention et le traitement de la malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans, et l'amélioration de l'opérabilité des services sociaux et de santé grâce à l'intégration des mesures essentielles en matière de nutrition. Pour le Sommet N4G 2025, les pays sont encouragés à s'appuyer sur les engagements existants et un environnement politique favorable et à se concentrer sur la spécification de plans détaillés pour donner la priorité à l'intégration de la nutrition et au renforcement des capacités au sein du personnel de santé afin d'accélérer les progrès.

La protection sociale n'a pas été explicitement incluse dans le guide des engagements lors du Sommet N4G de Tokyo en 2021, et relativement peu d'engagements se sont concentrés sur la protection sociale spécifiquement, malgré sa centralité pour s'attaquer aux causes profondes de la malnutrition et fournir une plateforme pour ceux qui ont le plus besoin d'une sécurité alimentaire et d'une nutrition améliorées. Le Sommet N4G 2025 offre une chance unique d'accélérer les progrès en matière de malnutrition en tirant parti des systèmes de protection sociale. Alors que les programmes d'assistance sociale, y compris les transferts en nature et en espèces, sont les principaux instruments de protection sociale dont l'impact sur la nutrition est documenté, le Sommet N4G offre l'occasion d'adopter une approche plus holistique et à long terme de la protection sociale pour la nutrition. Cela pourrait impliquer de combiner les transferts sociaux à court terme avec des instruments de protection sociale à long terme qui favorisent la stabilité économique, renforcent les services publics, améliorent les moyens d'existence et soutiennent la participation au marché du travail, y compris pour les groupes vulnérables sur le plan nutritionnel, tels que les femmes enceintes, les femmes allaitantes et les enfants.

Les engagements en faveur de la protection sociale peuvent s'appuyer sur les cadres, recommandations et engagements existants, tels que ceux du Comité de la sécurité alimentaire mondiale, de la Coalition pour les repas scolaires, du cadre et des conventions de l'Organisation internationale du travail sur les socles de protection sociale, du Plan d'action mondial contre l'émaciation des enfants, de la Protection sociale universelle 2030, de l'Alliance mondiale contre la faim et la pauvreté (lancée lors du Sommet du G20 de 2024 au Brésil), ainsi que du prochain Groupe de haut niveau sur la protection sociale dans les contextes de fragilité et de conflit. Cela renforcera les engagements existants et favorisera l'alignement, permettant une réflexion commune sur les lacunes et les défis, ainsi que des solutions exploitables.

En fin de compte, une réduction durable de la malnutrition nécessite des efforts multisectoriels exhaustifs qui s'appuient sur de multiples systèmes, y compris, mais sans s'y limiter, les systèmes de santé, de protection sociale et d'alimentation. Pour cette raison, tous les engagements pris lors du sommet N4G 2025 devraient être interdépendants et s'attaquer collectivement aux défis systémiques auxquels sont confrontées les populations vulnérables.

© UNICEF/UN0399491/BUKHARI

Appel à l'action

La cohérence multisectorielle et les systèmes adaptatifs sont essentiels pour obtenir des résultats concrets dans la lutte contre la malnutrition sous toutes ses formes, y compris la dénutrition, les carences en micronutriments, le surpoids, l'obésité et les maladies non transmissibles liées à l'alimentation. Ces deux **principes directeurs** devraient se refléter et être délibérément poursuivis tout au long des engagements proposés et des mesures visant à les mettre en œuvre :

- **Cohérence multisectorielle :** les gouvernements, les organisations internationales, les donateurs et la société civile devraient s'engager à renforcer la coordination et à supprimer les cloisonnements entre les multiples secteurs, acteurs et systèmes afin de lutter efficacement contre la malnutrition. Pour ce faire, il est impératif de donner la priorité à la nutrition et de promouvoir la cohérence des politiques, des plans et des budgets nationaux, régionaux et internationaux dans tous les secteurs concernés, y compris les systèmes d'alimentation, de santé et de protection sociale. Le renforcement de l'alignement et de l'intégration des efforts peut minimiser les doubles emplois, rationaliser la prestation de services et améliorer la réactivité aux besoins émergents.

- **Systèmes et interventions souples et adaptables :** des systèmes de santé et de protection sociale fonctionnels, adaptatifs et résilients sont essentiels pour réaliser des progrès durables dans la lutte contre la malnutrition. Il y a lieu de passer de réponses humanitaires réactives à des approches plus préventives et adaptables qui s'appuient sur les systèmes de santé publique et de protection sociale existants et les renforcent afin de créer des communautés plus résilientes, capables de faire face aux chocs, y compris les chocs liés au climat, les conflits ou les mutations économiques.

DOMAINES D'ACTION DE HAUT NIVEAU

Nous exhortons les gouvernements, les donateurs, les organisations internationales et toutes les parties prenantes concernées à prendre des engagements qui tirent parti des systèmes de santé et de protection sociale en tant que plateformes clés pour lutter contre la malnutrition sous toutes ses formes à travers les **cinq domaines d'action de haut niveau** suivants :

1. Augmenter les investissements financiers pour l'intégration des mesures en matière de nutrition

Les gouvernements, les donateurs et les acteurs du secteur privé sont encouragés à augmenter les financements flexibles et à long terme pour le renforcement des systèmes de santé et de protection sociale, en mettant particulièrement l'accent sur l'intégration de la nutrition. Ils sont encouragés à s'engager collectivement à atteindre les 13 milliards de dollars américains supplémentaires par an nécessaires pour renforcer les interventions nutritionnelles à fort impact, comme le recommande la Banque mondiale, et à harmoniser les investissements avec les plans nationaux de nutrition. Il s'agit de renforcer les investissements nationaux et internationaux dans les systèmes de santé et de protection sociale et dans d'autres secteurs pertinents pour permettre l'accès à une alimentation saine et durable et à des services de nutrition essentiels, en mettant l'accent sur les groupes les plus vulnérables.

2. Renforcer la gouvernance pour intégrer les mesures en matière de nutrition essentielle

Le leadership et la gouvernance sont essentiels pour intégrer de manière significative les mesures en matière de nutrition dans les systèmes, plans et politiques de santé et de protection sociale, tout en renforçant la coordination. La nutrition devrait être une priorité à tous les niveaux de gouvernance et les synergies devraient être encouragées entre les systèmes. Les gouvernements, les organisations internationales, les donateurs et la société civile sont encouragés à s'engager à :

- Intégrer les mesures essentielles de nutrition de l'OMS, les directives de l'OMS sur la prévention et la prise en charge de l'émaciation (2023) et les interventions nutritionnelles à fort impact recommandées par la Banque mondiale dans les plans nationaux de santé et les feuilles de route et plans de couverture sanitaire universelle (CSU). Les feuilles de route et plans nationaux de la couverture sanitaire universelle devraient être alignés sur les plans nationaux multisectoriels, la nutrition étant un domaine d'intervention clé. Les mesures en matière de nutrition doivent être intégrées dans les services existants du système de santé (par exemple, les programmes de vaccination ou le dépistage des maladies infectieuses), et la couverture effective doit être augmentée afin d'atteindre tout le monde, y compris les personnes les plus laissées pour compte.
- Renforcer le système global de protection sociale tout en renforçant l'intégration des objectifs nutritionnels et des approches fondées sur des données probantes pour améliorer la nutrition dans les politiques, les stratégies, les plans et les programmes de protection sociale. Les engagements devraient également promouvoir la coordination entre les secteurs concernés, notamment la santé, les systèmes alimentaires, l'eau et l'assainissement et l'éducation, ainsi qu'entre les acteurs de l'aide humanitaire, du développement et de la consolidation de la paix.

3. Renforcer les capacités de la main-d'œuvre

Les gouvernements, les organisations internationales, les donateurs, la société civile et le secteur privé sont encouragés à prendre des engagements qui renforcent les capacités des nutritionnistes, des agents de santé et des autres professions qui travaillent sur la nutrition dans les systèmes de santé et de protection sociale, en particulier au niveau local, afin d'améliorer l'accessibilité et la qualité des services de nutrition.

- Dans le secteur de la santé, les engagements devraient être axés sur l'élargissement de la main-d'œuvre et la garantie que les agents de santé et les agents de santé communautaire sont correctement formés à la prestation intégrée d'interventions nutritionnelles tout au long de la vie, et qu'ils bénéficient d'une supervision et d'un encadrement qui renforcent leurs capacités à réaliser ces interventions. Les agents de santé communautaires peuvent étendre la portée des systèmes de santé et des services de nutrition aux communautés les plus vulnérables ; à ce titre, ils devraient bénéficier d'une formation et d'une rémunération adéquates en tant que prestataires de soins essentiels.

- Dans le domaine de la protection sociale, les engagements devraient se concentrer sur le renforcement des capacités du personnel chargé de la protection sociale, en particulier sur la manière de concevoir, d'adapter et de renforcer les politiques, les programmes et la mise en œuvre de la protection sociale afin de lutter contre toutes les formes de malnutrition. Il convient notamment de donner aux travailleurs de première ligne les moyens d'identifier et de soutenir les personnes les plus vulnérables et d'investir dans la formation, le développement professionnel et la rémunération des membres clés de la main-d'œuvre, tels que les prestataires de services de garde d'enfants, les travailleurs sociaux et les administrateurs de la protection sociale. Étant donné que les politiques du marché du travail relèvent également de la protection sociale, des engagements axés sur l'intégration de la nutrition dans les réglementations relatives à la sécurité et à la santé au travail afin d'améliorer la santé et le bien-être des travailleurs peuvent également être envisagés.

4. Renforcer la qualité et la portée des programmes de nutrition

Les gouvernements, les organisations internationales, les donateurs et la société civile sont encouragés à s'engager à renforcer la qualité générale et la portée des services de santé et des programmes de protection sociale, à concevoir des programmes visant à améliorer plus efficacement les résultats en matière de nutrition et à veiller à ce que toutes les personnes aient accès aux services de nutrition dont elles ont besoin, au moment où elles en ont besoin.

- Dans le secteur de la santé, les mesures prioritaires visant à prévenir et à traiter la malnutrition sous toutes ses formes (y compris les actions essentielles en matière de nutrition de l'OMS et les listes d'interventions essentielles pour la couverture sanitaire universelle et les interventions les plus prioritaires de la Banque mondiale) devraient être pleinement intégrées à l'ensemble des services de santé essentiels de qualité dans le cadre des plans nationaux de santé et des feuilles de route pour la couverture sanitaire universelle. Les engagements contribueront à améliorer la santé tout au long de la vie, mais ils devraient se concentrer sur les plus démunis et les plus marginalisés et être adaptés au contexte national et aux besoins de la population en matière de santé. Les engagements devraient également garantir que les produits de santé essentiels liés à la nutrition et dont la qualité est assurée (par exemple, les suppléments en micronutriments et les aliments thérapeutiques prêts à l'emploi) sont inclus dans les listes nationales de médicaments essentiels et sont disponibles, abordables et accessibles, achetés de manière appropriée et en temps voulu, et administrés par le biais du système de santé.

© UNICEF/UN0723429/POUGET

- En matière de protection sociale, les engagements devraient ajuster les approches de ciblage pour donner la priorité aux personnes dont les besoins non satisfaits sont les plus importants, comme les femmes enceintes et allaitantes et les jeunes enfants, en particulier pendant la période critique des 1 000 premiers jours. Les programmes devraient ensuite s'étendre progressivement pour assurer la couverture de toutes les populations vulnérables tout au long du cycle de vie, à l'appui de la réalisation de la cible de la Banque mondiale consistant à atteindre une couverture d'assistance sociale de 500 millions de personnes d'ici à 2030. Les programmes de protection sociale devraient être conçus pour répondre aux besoins spécifiques des groupes vulnérables sur le plan nutritionnel ; par exemple, en ajoutant des compléments, tels que des aliments nutritifs, à l'aide existante aux ménages, par le biais d'une communication sur le changement de comportement social, et en garantissant des services fiables, même dans les zones difficiles d'accès. Cela est essentiel pour garantir que les besoins des populations vulnérables sont satisfaits de manière cohérente, en tenant compte des variations saisonnières. Les plateformes de protection sociale devraient être renforcées pour prendre en compte les multiples déterminants de la malnutrition en offrant des services complémentaires ou en favorisant les liens avec les systèmes de santé, d'éducation, d'eau et d'assainissement, et d'alimentation. Il est également essentiel de renforcer la participation et l'appropriation des programmes de protection sociale par les communautés, et d'adopter et de mettre en œuvre des politiques et des programmes qui renforcent l'autonomie des femmes, notamment par le biais de droits au congé maternité et au congé parental, de subventions à la garde d'enfants et de programmes visant à indemniser les femmes pour la valeur de leur travail de soins non rémunéré.

5. Investir dans le renforcement de l'apprentissage, des données probantes et des données sur la nutrition

Les gouvernements et les organisations internationales devraient s'engager à renforcer les systèmes de données sur la nutrition et les capacités de collecte et d'analyse des données afin d'améliorer la surveillance de la nutrition, tout en soutenant une meilleure prise de décision et en renforçant la redevabilité dans tous les secteurs, notamment :

- Investir dans la production et l'utilisation d'informations quantitatives et de données probantes solides, notamment par le biais de systèmes de surveillance des déterminants de la malnutrition, afin d'éclairer la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des programmes de santé et de protection sociale visant à lutter contre la malnutrition.

- Renforcer les systèmes d'information pour la santé et la protection sociale afin de s'assurer qu'ils comprennent des indicateurs exhaustifs qui permettent de suivre les activités et les résultats liés à la nutrition.

- Renforcer l'interopérabilité des systèmes d'information et faciliter le partage d'informations entre les secteurs, les acteurs et les pays, notamment par le biais de la coopération Sud-Sud.

- Intégrer le retour d'information des bénéficiaires dans la conception et la mise en œuvre des programmes de santé et de protection sociale afin qu'ils répondent aux besoins et aux préoccupations des communautés qu'ils desservent, améliorant ainsi leur efficacité et leur durabilité.

Exemples d'engagements

Ces engagements SMART (spécifiques, mesurables, réalisables, pertinents et limités dans le temps) pour l'intégration de la nutrition dans les systèmes de santé et de protection sociale s'articulent autour des cinq mesures de haut niveau ci-dessus. Les engagements sont conçus pour être adaptables et spécifiques au contexte, plutôt qu'exhaustifs ou universellement applicables. Les éléments transversaux sont pris en compte dans tous les engagements afin de s'assurer qu'ils s'attaquent aux causes multiformes de la malnutrition et qu'ils peuvent répondre aux défis émergents.

SYSTÈMES DE SANTÉ

Les exemples suivants sont des engagements SMART pour l'intégration de la nutrition dans les systèmes de santé nationaux. Les gouvernements nationaux, leurs partenaires et d'autres parties prenantes internationales peuvent s'en inspirer pour définir leurs propres engagements, en fonction des besoins de la population du pays, de la structure du système de santé et d'autres facteurs. Une liste exhaustive d'engagements SMART figure dans le document *Mobilizing ambitious and impactful commitments for mainstreaming nutrition in health systems: nutrition in universal health coverage guidance*[17].

Contexte	Exemple	Partie prenante principale
Augmenter les investissements financiers pour l'intégration des mesures nutritionnelles dans les systèmes de santé		
Au niveau national	D'ici 20XX, le gouvernement d'/du/de la/des [PAYS] augmentera les dépenses publiques consacrées aux mesures nutritionnelles essentielles fournies dans le cadre des services de santé essentiels de XX % du budget de la santé (XX millions de dollars américains par an) afin d'accélérer les progrès vers la couverture sanitaire universelle.	Gouvernement
Au niveau mondial	D'ici 20XX, [ORGANISATION DE FINANCEMENT OU DONATRICE] a augmenté [de X %] le financement des interventions pour les mesures essentielles en matière de nutrition qui comprennent des produits de santé liés à la nutrition, tels que l'enrichissement des aliments de base et la fourniture de suppléments en micronutriments.	Donateur
Au niveau mondial	D'ici 20XX, XX % des programmes de [ORGANISATION(S) DE LA SOCIÉTÉ CIVILE] qui comprennent des composantes nutritionnelles seront mis en œuvre dans le cadre d'une approche intégrée du système de santé plutôt que dans le cadre d'approches verticales autonomes.	Société civile/donateur
Renforcer la gouvernance pour intégrer les mesures essentielles en matière de nutrition dans les systèmes de santé		
Au niveau national	D'ici 20XX, le gouvernement d'/du/de la/des [PAYS] s'engage à faire en sorte que le plan national de santé et la feuille de route de la couverture sanitaire universelle ainsi que le plan national multisectoriel de nutrition soient pleinement alignés, et en mettant l'accent sur les mesures essentielles pour prévenir ou réduire le risque à la fois de dénutrition (émaciation, retard de croissance et/ou carences en micronutrition), et de surpoids, d'obésité et/ou de maladies non transmissibles liées à l'alimentation.	Gouvernement
Au niveau national	D'ici 20XX, le gouvernement d'/du/de la/des [PAYS] mettra en place et rendra opérationnel un mécanisme de gouvernance et de coordination multisectoriel et multi-acteurs pour améliorer la nutrition, avec des garanties solides contre les conflits d'intérêts en place.	Gouvernement
Au niveau mondial	D'ici 20XX, [ORGANISATION DE FINANCEMENT OU DONATRICE], en collaboration avec des institutions académiques, financera de manière durable des initiatives de formation en nutrition, telles que le développement de programmes d'études, afin de s'assurer que les objectifs en matière de nutrition sont atteints dans les systèmes éducatifs, et que les initiatives de formation en nutrition ne sont pas étroitement axées sur les réponses curatives.	Donateur
Au niveau mondial	À partir de 20XX, [ORGANISATION(S) DE LA SOCIÉTÉ CIVILE] demandera(ont) [conjointement] aux acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux de rendre compte de leurs engagements à financer, renforcer et utiliser des systèmes d'information sanitaire dirigés par le gouvernement qui adoptent une approche intégrée, avec une inclusion proportionnelle d'indicateurs de nutrition.	Société civile
Renforcer les capacités du personnel des systèmes de santé		
Au niveau national	D'ici 20XX, le ministère de la Santé augmentera la densité des professionnels de la santé et de la nutrition à au moins XX pour 100 000 habitants, et fournira une orientation de soutien, une supervision et un encadrement continus au personnel de santé et multisectoriel.	Gouvernement
Au niveau national	D'ici à 20XX, le ministère de la Santé révisera les programmes de formation initiale et continue des agents de santé communautaire, des infirmières, des sages-femmes et des médecins, en veillant à ce qu'ils comprennent des informations sur les mesures essentielles appropriées et contemporaines en matière de nutrition.	Gouvernement

17 Organisation mondiale de la santé, *Mobilizing ambitious and impactful commitments for mainstreaming nutrition in health systems: nutrition in universal health coverage – global nutrition summit*, Genève, Organisation mondiale de la santé, 2020, <**https://www.who.int/publications/i/item/9789240004252**>

Au niveau mondial	D'ici 20XX, [ORGANISATION DE FINANCEMENT OU DONATRICE], en collaboration avec des institutions universitaires, financera durablement des initiatives de formation à la nutrition ou l'élaboration de programmes d'études, afin de garantir des objectifs/mesures en matière de nutrition dans les systèmes éducatifs, et veillera à ce que les initiatives de formation ne soient pas étroitement axées sur les réponses curatives.	Donateur
Au niveau mondial	D'ici 20XX, [ORGANISATION(S) DE LA SOCIÉTÉ CIVILE] contribuera(ont) au suivi et à l'évaluation du déploiement de personnel de santé publique formé à la nutrition et d'agents de santé communautaires dans toutes les régions du pays, y compris l'évaluation de la disponibilité de prestataires de santé formés/certifiés en matière de nutrition dans tous les sites de prestation de services.	Société civile
Renforcer la qualité et la portée de la mise en œuvre des programmes de nutrition dans les systèmes de santé		
Au niveau national	D'ici 20XX, le gouvernement d'/du/de la/des [PAYS] fournira une évaluation exhaustive de l'état nutritionnel et renforcera la fourniture de conseils sur l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant et sur les alimentations saines pour les femmes enceintes et allaitantes, les nourrissons et les jeunes enfants pendant la période critique des 1 000 premiers jours.	Gouvernement
Au niveau national	D'ici 20XX, le gouvernement d'/du/de la/des [PAYS] portera à XX % la couverture des femmes enceintes en suppléments contenant du fer.	Gouvernement
Au niveau national	D'ici 20XX, le ministère de la Santé inclura les produits de santé liés à la nutrition dans les listes nationales de médicaments essentiels et/ou les listes de produits prioritaires et les cadres réglementaires locaux.	Gouvernement
Au niveau mondial	D'ici 20XX, [ORGANISATION DONATRICE ET DE FINANCEMENT] augmentera les investissements dans la prestation de services de santé de XX millions de dollars en utilisant des approches intégrées et multisectorielles, reflétant les mesures nutritionnelles essentielles de l'OMS et les interventions nutritionnelles à fort impact de la Banque mondiale.	Donateur
Au niveau national	D'ici 20XX, [ORGANISATION(S) DE LA SOCIÉTÉ CIVILE] soutiendra(ont) les efforts en matière de nutrition du gouvernement pour augmenter la couverture effective des interventions nutritionnelles éprouvées par le biais d'une approche intégrée du renforcement des capacités des systèmes de santé, de la fourniture d'intrants et de la recherche opérationnelle.	Société civile
Investir dans le renforcement de l'apprentissage, des données probantes et des informations quantitatives pour la nutrition		
Au niveau national	D'ici 20XX, le gouvernement d'/du/de la/des [PAYS] recueillera des données et établira des rapports sur la qualité des soins et la disponibilité des services, ainsi que sur l'état de préparation aux mesures essentielles en matière de nutrition dans le paquet national de services de santé essentiels, par le biais d'enquêtes auprès des ménages, d'enquêtes dans les établissements et de systèmes administratifs, selon le cas.	Gouvernement
Au niveau mondial	D'ici 20XX, [ORGANISATION DE FINANCEMENT OU DONATRICE] veillera à ce que tous les investissements dans les systèmes d'information sanitaire, y compris l'assistance financière, soutiennent une approche intégrée, avec une inclusion proportionnelle d'indicateurs nutritionnels.	Donateur
Au niveau mondial	D'ici 20XX, [ORGANISATION(S) DE LA SOCIÉTÉ CIVILE] effectuera(ont) une transition complète vers l'utilisation de systèmes d'information sanitaire intégrés, dirigés et détenus par le gouvernement, pour la programmation de la nutrition, dans la mesure du possible, plutôt que des systèmes parallèles et redondants qui contribuent à la fragmentation.	Société civile

SYSTÈMES DE PROTECTION SOCIALE

Ci-après sont proposés des engagements SMART pour l'intégration de la nutrition dans les systèmes nationaux de protection sociale, dont les gouvernements nationaux, leurs partenaires et d'autres parties prenantes internationales peuvent s'inspirer pour définir leurs propres engagements, en fonction des besoins de la population du pays, de la structure de leurs systèmes de protection sociale et d'autres facteurs.

Contexte	Exemple	Partie prenante principale
Renforcer l'investissement financier pour l'intégration des mesures en matière de nutrition dans la protection sociale		
Au niveau mondial	D'ici 20XX, [ORGANISME DE FINANCEMENT OU DONATRICE] soumettra des rapports annuels détaillant ses allocations et ses décaissements pour les cadres politiques et les systèmes nationaux de protection sociale répondant à la nutrition.	Donateur
Au niveau national/infranational	Le gouvernement d'/du/de la/des [PAYS/RÉGION] augmentera sa contribution nationale aux programmes de protection sociale sensibles à la nutrition et adaptés à la prise en charge des 1 000 premiers jours d'au moins XX % par an, de 2025 à 2030.	Gouvernement
Au niveau national/infranational	Le gouvernement d'/du/de la/des [PAYS/RÉGION] établira une ligne budgétaire durable pour la nutrition scolaire et les programmes de repas scolaires sains et augmentera l'allocation annuelle à XX millions de dollars américains au cours des X prochaines années.	Gouvernement
Au niveau national/infranational	D'ici 20XX, le gouvernement d'/du/de la/des [PAYS/RÉGION] établira des plans clairs et solides, y compris des budgets d'urgence, afin de garantir la disponibilité des ressources financières pour répondre rapidement aux chocs et crises imprévus affectant les groupes les plus vulnérables sur le plan nutritionnel.	Gouvernement, donateurs/institutions financières internationales

Renforcer la gouvernance pour intégrer les mesures essentielles en matière de nutrition dans la protection sociale		
Au niveau national	D'ici 20XX, le gouvernement d'/du/de la/des [PAYS] adoptera et mettra en œuvre des normes nutritionnelles pour les programmes nationaux de repas scolaires.	Gouvernement, acteurs internationaux, société civile
Au niveau national/infranational	D'ici 20XX, le gouvernement d'/du/de la/des [PAYS/RÉGION] intégrera les objectifs nutritionnels dans l'agenda/la politique de protection sociale, y compris les liens avec les mesures des secteurs concernés, tels que la santé, l'éducation et/ou l'agriculture et les acteurs de la chaîne de valeur alimentaire.	Gouvernement
Au niveau national	D'ici 20XX, le gouvernement d'/du/de la/des [PAYS] mettra en place un mécanisme de coordination entre les autorités chargées de la protection sociale et de la gestion des risques de catastrophe et les acteurs humanitaires afin de concerter la réponse aux situations d'urgence pour atteindre les populations vulnérables et affectées sur le plan nutritionnel.	Gouvernement
Renforcer les capacités de la main-d'œuvre en matière de protection sociale		
Au niveau infranational	Le gouvernement d'/du/de la/des [RÉGION] formera au moins XX % des travailleurs sociaux et des travailleurs de première ligne au niveau décentralisé à identifier et à atteindre les individus vulnérables, à fournir les informations nécessaires autour des programmes de protection sociale et à aider les bénéficiaires à accéder à des services supplémentaires d'ici 20XX.	Gouvernement
Au niveau infranational	D'ici à 20XX, le gouvernement d'/du/de la/des [RÉGION] augmentera d'au moins XX % le nombre d'assistants sociaux et d'autres travailleurs de première ligne au niveau décentralisé afin d'améliorer la couverture et la qualité du programme de protection sociale.	Gouvernement
Renforcer la qualité et la portée de l'exécution des programmes de nutrition dans le cadre de la protection sociale		
Au niveau national	D'ici 20XX, le gouvernement d'/du/de la/des [PAYS] augmentera de XX % le nombre de personnes touchées par les systèmes nationaux de protection sociale avec des aliments de base enrichis conformément aux directives régionales/nationales/mondiales.	Gouvernement, donateurs/institutions financières internationales
Au niveau national	D'ici 20XX, le gouvernement d'/du/de la/des [PAYS] intégrera des activités de protection sociale tenant compte de la nutrition dans le plan national d'urgence pour répondre aux chocs.	Gouvernement, acteurs internationaux
Au niveau national	D'ici 20XX, le gouvernement d'/du/de la/des [PAYS] distribuera des aliments complémentaires nutritifs et sûrs pour XX enfants âgés de 6 à 23 mois et fournira un soutien alimentaire et nutritionnel direct à au moins XX millions d'adolescentes et de femmes en situation d'insécurité alimentaire.	Gouvernement, donateurs/institutions financières internationales
Au niveau national	D'ici 20XX, le gouvernement d'/du/de la/des [PAYS] examinera et révisera les registres sociaux existants et les méthodes de ciblage afin de garantir que XX % de plus d'enfants et de femmes dans le besoin et de populations touchées par une crise soient pris en compte et considérés comme prioritaires dans les programmes nationaux de protection sociale.	Gouvernement, donateurs/institutions financières internationales
Au niveau national/infranational	D'ici 20XX, le gouvernement d'/du/de la/des [PAYS/RÉGION] évaluera et ajustera le montant des transferts monétaires de toutes les aides sociales pertinentes (en fonction du panier de dépenses nutritif minimum mis à jour et d'autres outils d'évaluation disponibles) pour permettre aux personnes les plus vulnérables sur le plan nutritionnel d'accéder à des alimentations plus saines et plus nutritives.	Gouvernement
Au niveau national	D'ici 20XX, le gouvernement d'/du/de la/des [PAYS] augmentera de XX % le pourcentage de femmes sélectionnées comme bénéficiaires principales des régimes de protection sociale afin d'améliorer leur inclusion économique.	Gouvernement
Investir dans des mesures fondées sur des données probantes et des informations quantitatives dans le domaine de la protection sociale		
Au niveau mondial	D'ici 20XX, [ORGANISATION DE FINANCEMENT OU DONATRICE] allouera un minimum de XX % de la contribution annuelle à la recherche afin de générer des données probantes sur les approches les plus efficaces pour améliorer la nutrition par le biais de programmes de protection sociale.	Donateurs, secteur privé
Au niveau national	D'ici 20XX, le gouvernement d'/du/de la/des [PAYS] portera la durée du congé de maternité payé à 26 semaines.	Gouvernement
Au niveau national/infranational	D'ici 20XX, le gouvernement d'/du/de la/des [PAYS/RÉGION] améliorera la collecte et le traitement des données sur les prix des denrées alimentaires afin de surveiller le coût d'une alimentation saine et nutritive au niveau infranational et publiera ces données dans le cadre du suivi de la sécurité alimentaire et de la nutrition.	Gouvernement, acteurs internationaux
Au niveau national/infranational	D'ici 20XX, le gouvernement d'/du/de la/des [PAYS/RÉGION] inclura des intrants nutritionnels et des indicateurs de résultats dans le cadre de suivi et d'évaluation de la protection sociale.	Gouvernement, acteurs internationaux
Au niveau national/infranational	D'ici juin 20XX, le gouvernement d'/du/dela/des [PAYS/RÉGION] investira dans le renforcement de la coordination et du partage d'informations entre les registres sociaux, les registres des bénéficiaires, les systèmes d'inscription à la protection sociale et les systèmes d'information sur la gestion de la santé.	Gouvernement, acteurs internationaux
Au niveau national/infranational	D'ici la fin de 20XX, le gouvernement d'/du/de la/des [PAYS/RÉGION] facilitera au moins XX initiatives de coopération Sud-Sud et triangulaire par an pour partager les meilleures pratiques en matière d'intégration de la nutrition au sein de la protection sociale.	Gouvernement, acteurs internationaux

Notes et références

Organisation mondiale de la santé, Fonds des Nations Unies pour l'enfance et Groupe de la Banque mondiale, *Soins attentifs pour le développement de la petite enfance : un cadre pour aider les enfants à survivre et à s'épanouir afin de transformer la santé et le potentiel humain*, 2018, <**https://www.who.int/fr/publications/i/item/9789241514064**>.

Organisation mondiale de la santé, *Essential nutrition actions: mainstreaming nutrition through the life-course*, Organisation mondiale de la santé, Genève, 2019, <**https://www.who.int/publications/i/item/9789241515856**>.

Banque mondiale, *Cadre d'investissement pour la nutrition 2024. Human Development Perspectives Overview booklet*, Banque mondiale, Washington, DC, 2024. <**http://hdl.handle.net/10986/42164**>.

Armand, A., et al., « The Effect of Gender-Targeted Conditional Cash Transfers on Household Expenditures: Evidence from a Randomized Experiment », *The Economic Journal*, 2020, vol. 130, n° 631, p. 1875-1897.

Briaux, J., et al., « Evaluation of an inconditional cash transfer program targeting children's first-1,000–days linear growth in rural Togo: A cluster-randomized controlled trial », *PLOS Medicine*, vol. 17, n° 11, 2020, p. e1003388.

Ahmed, A., J. Hoddinott et S. Roy, « Food Transfers, Cash Transfers, Behavior Change Communication and Child Nutrition: Evidence from Bangladesh », *The World Bank Economic Review*, 2024.

Adelman, S., et al., « School Feeding Reduces Anemia Prevalence in Adolescent Girls and Other Vulnerable Household Members in a Cluster Randomized Controlled Trial in Uganda », *J Nutr*, vol. 149, n° 4, 2019, p. 659-666.

Organisation mondiale de la santé, Banque internationale pour la reconstruction et le développement/Banque mondiale,*Rapport mondial de suivi de la couverture sanitaire universelle 2023*, OMS, Genève, 2023, <**https://www.who.int/publications/i/item/9789240080379**>.

Organisation mondiale de la santé, *Examen mondial des politiques en matière de nutrition 2016-2017 : progrès réalisés par les pays pour créer des environnements politiques propices à la promotion de la nutrition et de régimes alimentaires sains*, OMS, Genève, 2018, <**https://www.who.int/publications/i/item/9789241514873**>.

Development Initiatives, *Rapport global sur la nutrition 2020 : Agir en faveur de l'égalité pour mettre fin à la malnutrition*, Development Initiatives, Bristol, Royaume-Uni, 2020, <**https://globalnutritionreport.org/reports/2020-global-nutrition-report/**>.

Programme alimentaire mondial, *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde en 2022*, Rome, PAM, 2023, <**https://fr.wfp.org/publications/situation-de-lalimentation-scolaire-dans-le-monde-en-2022**>.

Tebaldi, R., *Building Shock-Responsive National Social Protection Systems in the Middle East and North Africa (MENA) Region*. 2019, Centre de Politique International pour la Croissance Inclusive et Bureau régional de l'UNICEF pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, Brasilia et Amman, 2019.

Organisation internationale du travail, *Réponse de la protection sociale à la crise COVID-19 dans le monde*, 2021, <**https://www.social-protection.org/gimi/ShowWiki.action?lang=FR&id=3417**>.

Organisation mondiale de la santé, *Mobilizing ambitious and impactful commitments for mainstreaming nutrition in health systems: nutrition in universal health coverage – global nutrition summit*, Genève, Organisation mondiale de la santé, 2020, <**https://www.who.int/publications/i/item/9789240004252**>.

Bibliographie

Program Impact Pathway Analysis Reveals Implementation Challenges that Limited the Incentive Value of Conditional Cash Transfers Aimed at Improving Maternal and Child Health Care Use in Mali:
https://cdn.nutrition.org/article/S2475-2991(22)13054-4/fulltext

Conditional cash transfer and/or lipid-based nutrient supplement targeting the first 1000 days of life increased attendance at preventive care services but did not improve linear growth in young children in rural Mali: results of a cluster-randomized controlled trial:
https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0002916522013430?via%3Dihub

Evaluation of an unconditional cash transfer program targeting children's first 1000 days linear growth in rural Togo: A cluster-randomized controlled trial:
https://journals.plos.org/plosmedicine/article?id=10.1371/journal.pmed.1003388

Recherche, surveillance, politique nutritionnelle de santé publique : un continuum pour la prévention des maladies liées à la nutrition et la réduction des inégalités sociales de santé. Touvier Mathilde. Cours au Collège de France. 6 juin 2023 : **https://www.college-de-france.fr/fr/agenda/cours/prevention-nutritionnelle-des-maladies-chroniques-de-la-recherche-action-de-sante-publique/recherche-surveillance-politique-nutritionnelle-de-sante-publique-un-continuum-pour-la-prevention**

School meals: The transformative potential of urban food policies, février 2024 :
https://www.milanurbanfoodpolicypact.org/resources/school-meals-the-transformative-potential-of-urban-food-policies/

Remerciements

Les recommandations thématiques des engagements sont le produit des six groupes de travail thématiques du Groupe consultatif international sur la nutrition pour la croissance. Ces groupes ont été coordonnés par 12 co-modérateurs issus d'organisations internationales, sous la direction des co-présidentes du Groupe consultatif international : Mme Afshan Khan, Sous-Secrétaire générale des Nations Unies et Coordinatrice du Mouvement pour le renforcement de la nutrition (SUN), et le Dr Patricia Yoboue N'Goran-Theckly, Conseillère en nutrition, alimentation et développement de la petite enfance à la Présidence de la République de Côte d'Ivoire et membre du Comité exécutif du SUN, représentant les pays francophones d'Afrique du SUN.

Les recommandations thématiques d'engagements sur la nutrition, la santé et la protection sociale ont été élaborées sous la direction de Mme Saskia de Pee (Programme alimentaire mondial) et de M. Lawrence Grummer-Strawn (Organisation mondiale de la santé), avec la participation et les contributions des représentants des gouvernements du Brésil, du Cambodge, du Canada, de la Côte d'Ivoire, de l'Égypte, de la France, de l'Allemagne, du Guatemala, du Honduras, de l'Indonésie, du Japon, du Kenya, du Lesotho, du Maroc, des Pays-Bas, de la Suisse, des États-Unis d'Amérique, ainsi que des représentants d'Action Contre la Faim, ainsi que des représentants d'Action contre la faim, de la Fondation Aliko Dangote, de la Fondation Eleanor Crook, de l'Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition, d'Helen Keller International, de la municipalité de Milan - Secrétariat du MUFPP, de Nutrition international, du Secrétariat du Mouvement SUN, de l'UNICEF et de la Banque mondiale.

Ce travail est publié sous l'égide du Secrétariat du Sommet N4G. Les résultats, interprétations, opinions et conclusions exprimés et les arguments utilisés ici sont les résultats des consultations dans les groupes de travail et ne reflètent pas nécessairement les vues officielles du gouvernement français, des co-présidents du Groupe consultatif international (le Mouvement pour le renforcement de la nutrition et le gouvernement de la Côte d'Ivoire), des co-modérateurs des groupes de travail ou de toute organisation membre du Groupe consultatif international.

© UNICEF/UN0852950/ALAA NOMAN - YPN

Crédits photo sur la couverture : de gauche à droite : © UNICEF/UN0287955/Truong Viet Hung ; © UNICEF/UN0282570/Brown ; © UNICEF/UN0725053/Apochi Owoicho.

Édité par Julia D'Aloisio. Conception mise en œuvre par Nona Reuter (UNICEF).

Contact Sommet N4G Paris
n4g.dgm-dag-huma@diplomatie.gouv.fr